

MARDI 27 AVRIL 2010

LE DEVOIR.com

Libre de penser

[Accueil](#) > [Politique](#) > [Canada](#) > **Politique étrangère - Quelle OTAN pour le Canada?**

Politique étrangère - Quelle OTAN pour le Canada?

Justin Massie - Professeur adjoint à l'École supérieure d'affaires publiques et internationales de l'Université d'Ottawa et chercheur associé à la Chaire de recherche du Canada en politiques étrangère et de défense canadiennes de l'UQAM 27 avril 2010 Canada

Le ministre fédéral des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, a rencontré ses homologues de l'alliance atlantique en Estonie les 22 et 23 avril. Le but de la réunion était de discuter de l'avenir de l'OTAN à la lumière du conflit en Afghanistan. Conjugée aux rumeurs d'une possible intervention militaire canadienne en République démocratique du Congo (RDC), cette réunion représentait donc une occasion privilégiée de considérer l'avenir de la politique étrangère du Canada, à la suite de son désengagement militaire de Kandahar prévu cet été.

Quelle OTAN pour le Canada? La question peut paraître triviale, mais la réponse est loin de l'être. Le Canada a appuyé toutes les initiatives majeures de l'OTAN depuis sa création, dont la décision de prendre part à des conflits internationaux en ex-Yougoslavie, en Afrique, au Moyen-Orient et en Afghanistan. Ce qui veut dire que l'avenir de l'alliance est de première importance afin de prévoir la future politique étrangère et de défense canadienne. Or, le ministre de la Défense nationale, Peter MacKay, a énoncé publiquement il y a quelques semaines les préférences canadiennes à ce sujet.

Changements de politique

Il y a premièrement la question des opérations militaires expéditionnaires telles qu'en Afghanistan. Pour le Canada, le succès de l'OTAN dans ce pays est plus important que la nature de ce succès. Le gouvernement fédéral a ainsi ajusté l'objectif de sa politique afghane en fonction des changements de politiques de certains membres de l'OTAN, passant de la volonté d'éliminer al-Qaïda à celui d'établir une démocratie libérale et, aujourd'hui, à celui d'assurer la stabilité du pays, qui passe par un contrôle afghan de tout le territoire.

Ainsi, plutôt que de se limiter à traquer et à éliminer les membres de la nébuleuse terroriste ou encore à instaurer un régime de «bonne» gouvernance en Afghanistan, le Canada prône aujourd'hui l'«afghanisation» du conflit. Cela signifie la conclusion d'ententes politiques et financières avec certains talibans ayant combattu contre les forces occidentales et l'acceptation d'un gouvernement afghan passablement corrompu. La pacification de l'Afghanistan semble peut-être contradictoire avec l'exportation par l'OTAN des «valeurs démocratiques et humaines», dont a fait mention le ministre MacKay, mais elle est cohérente avec la stratégie de sortie privilégiée par l'OTAN.

Soutien militaire

Mais plutôt que de tirer de l'expérience afghane la leçon de ne plus s'engager dans de telles aventures, le gouvernement canadien juge plutôt que l'OTAN a la responsabilité de déployer des forces militaires partout où la sécurité de l'un de ses membres est en jeu. L'alliance doit avoir une politique «proactive», selon le ministre MacKay, visant à défendre la sécurité de ses membres au sens le «plus large» du terme, et ce, à une «plus grande échelle» qu'actuellement.

Le raisonnement du gouvernement canadien est que de telles opérations donnent une raison d'être à l'OTAN, empêchent «que les menaces n'atteignent nos propres frontières», en plus de permettre une présence canadienne et européenne dans les opérations menées par les États-Unis.

Ces trois raisons paraissent toutefois douteuses. D'abord, faire la guerre afin de légitimer une organisation internationale ne paraît pas très raisonnable. Ensuite, la plupart des analystes gouvernementaux et non gouvernementaux reconnaissent que la capacité d'al-Qaïda à commettre des actes de terrorisme international à partir de l'Afghanistan est aujourd'hui quasi nulle. L'OTAN a, autrement dit, atteint son objectif initial. Et plusieurs jugent que l'intervention militaire en Afghanistan a augmenté la probabilité d'attentats terroristes en Amérique du Nord et en Europe par l'entremise du développement du «terrorisme local», c'est-à-dire celui mené par des résidents de pays occidentaux.

Élargissement de l'alliance

Enfin, la volonté de rendre plus multilatérales les interventions militaires américaines est certes plus légitime, mais elle va à l'encontre de la nouvelle doctrine canadienne: l'appropriation régionale. Il s'agit de promouvoir la gestion régionale des conflits, par l'Union africaine par exemple, au détriment d'une opération dirigée par les grandes puissances. On devrait ainsi attendre du ministre Cannon qu'il fasse la promotion d'un rôle de soutien politique, financier et logistique de l'OTAN auprès de la mission des Nations unies en RDC plutôt qu'une intervention directe et massive du Canada.

Il y a aussi la question de l'élargissement de l'alliance. Le ministre MacKay a réitéré l'appui du Canada à l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN. Compte tenu de la nouvelle politique étrangère ukrainienne et de la guerre entre la Géorgie et la Russie de 2008, il est difficile d'expliquer l'engouement du gouvernement Harper, qui a d'ailleurs pour effet notable d'exacerber encore davantage les relations tendues entre le Canada et la Russie. [...]

Il faut espérer une révision par M. Cannon de certaines idées proposées par M. MacKay. Il semble effectivement préférable de privilégier le soutien militaire d'organisations régionales par rapport à des interventions militaires directes de l'OTAN, de même que de prôner une politique d'engagement et d'accommodation plutôt que d'affrontement à l'égard de la Russie.

Justin Massie - Professeur adjoint à l'École supérieure d'affaires publiques et internationales de l'Université d'Ottawa et chercheur associé à la Chaire de recherche du Canada en politiques étrangère et de défense canadiennes de l'UQAM

Canada (Pays), Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)

Haut de la page